



HAL
open science

Les pays d'Europe centrale. Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie

Jean-Pierre Pagé

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Pagé. Les pays d'Europe centrale. Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie. Les Études du CERI, 2013, n° 201, pp.17-28. hal-04362410

HAL Id: hal-04362410

<https://sciencespo.hal.science/hal-04362410>

Submitted on 13 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Croatie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie *par Jean-Pierre Pagé*

Le thème du Forum de Krynica, le « Davos » de l'Europe de l'Est, qui s'est tenu du 3 au 5 septembre 2013 était « Vers un New Deal ? ». La question sous-jacente était bien entendu : les pays de l'Europe centrale vont-ils connaître un sursaut économique ? Le déroulement des débats a montré que cela n'allait pas de soi.

Tout d'abord, comme le savent les lecteurs du *Tableau de bord*, il est difficile de parler de l'Europe centrale comme d'une entité homogène, tant sont différents les parcours et les situations économiques des pays qui la composent. L'idée d'une coopération spécifique entre eux, qui a connu son âge d'or au cours des années 1990 avec la constitution du groupe dit « de Vysegrad » et a été le moteur du Forum de l'Europe centrale voulu et coprésidé par Raymond Barre, Bronislaw Geremek et Helmut Schmidt, n'est plus vraiment à l'ordre du jour, même si certains orateurs du Forum de Krynica ont cherché à lui donner une nouvelle vigueur. Tout au plus ont-ils essayé de la ressusciter en utilisant le maître mot, bien usé, de compétitivité et en ressortant le slogan habituel selon lequel : « ce n'est pas l'argent qui manque, mais une bonne utilisation de celui-ci qui doit être exclusivement confié au secteur privé et non au dispendieux et inefficace secteur public. »

Mais l'essentiel, qui est apparu très vite à Krynica, est que même si l'Europe centrale dispose de ressorts propres (et si le Premier ministre de la Pologne se veut optimiste en ce qui concerne son pays), elle demeure, du fait de son intégration dans l'Union européenne, très dépendante de la situation économique de celle-ci, et en particulier de la zone euro. Il a donc fallu poser la question fatidique : « La crise de la zone euro est-elle derrière nous ? ». Si plusieurs orateurs ont cru pouvoir donner une réponse plutôt positive (« oui mais... »), il est vite apparu que les racines profondes de cette crise n'avaient pas été extirpées et que la situation de l'Europe centrale restait très dépendante des efforts à fournir encore pour créer une solide gouvernance au niveau de l'Union européenne, fondée sur des institutions et des politiques plus intégrées.

Cela étant, il ne faut pas négliger les progrès accomplis par l'Europe centrale depuis vingt-quatre ans. C'est une région qui se caractérise par la solidité de ses institutions démocratiques, même si, on l'a vu, des événements récents, en Hongrie en particulier, inspirent quelques craintes à cet égard. La transition lui a permis de disposer d'une économie moderne et, à l'exception de la Slovénie, d'un système bancaire performant qui a traversé sans trop de dégâts la tourmente de la crise. La Croatie, nouvelle venue dans la famille, occupe bien entendu une place à part.

Pour autant, la situation de chacun des pays de l'Europe centrale présente de grandes différences et mérite un regard spécifique. C'est ainsi que l'on peut distinguer :

- la Pologne, à l'économie diversifiée, qui a su éviter l'écueil du « tout austérité » en menant une politique dynamique, profitant de l'autonomie que lui conférait le maintien d'une monnaie propre avec un taux de change librement ajustable et qui a tiré un parti maximal de la manne des fonds structurels européens. La croissance ne s'y est pas démentie, même pendant l'acmé de la crise en 2009, toutefois elle souffre aujourd'hui de l'arrêt de son principal moteur, qui lui a procuré jusqu'à 3 % de PIB par an : l'achèvement du programme de fonds européens 2007-2013. La crainte d'un « atterrissage en douceur » s'estompe cependant, et certains indicateurs laissent entrevoir la possibilité d'une relance de la croissance ;

- la République tchèque, à l'opposé, qui dispose de solides atouts (une économie et des finances publiques saines), une industrie robuste, mais que la majorité de centre droit qui l'a gouvernée pendant sept années a plongée, inutilement, dans la récession afin de se conformer à la vulgate néolibérale donnant une priorité excessive à l'équilibre des finances publiques ;

– la Slovaquie, qui a fait l’objet d’une spécialisation réussie grâce à l’apport de quelques-unes des entreprises mondiales les plus performantes dans le secteur de l’industrie automobile, en tirant parti de la modestie de ses coûts de production et au prix d’un grave creusement des déséquilibres entre une partie occidentale riche et industrialisée et une partie orientale quelque peu en déshérence. C’est bien entendu la dépendance vis-à-vis de cette spécialisation qui en fait la fragilité ;

– la Hongrie, réputée au début de la transition pour le caractère gradualiste de sa méthode de passage à l’économie de marché, dont l’économie a pourtant été sévèrement touchée d’abord par la crise d’austérité imposée à l’ancienne majorité socialiste, qui avait dissimulé de graves déséquilibres financiers, puis chahutée par les virages successifs pris par le gouvernement de Victor Orban afin de concilier les exigences de la procédure imposée par Bruxelles pour la réduction de son déficit des finances publiques avec le souci de ne pas trop pénaliser une population déjà fortement éprouvée par la politique de rigueur précédente ;

– la Slovénie, qui avait particulièrement bien réussi sa transition, mais a intégré trop tôt la zone euro, au moment où celle-ci entrait en crise et alors qu’avec un secteur bancaire très endetté et des entreprises publiques à restructurer, elle n’était pas en mesure d’appliquer la politique dictée par Bruxelles ;

– la Croatie, qui s’est épuisée à respecter les normes financières et à mener les réformes structurelles exigées pour l’intégration dans l’Union européenne et vient, exsangue, d’y entrer.

Impossible donc de tirer un bilan simple de l’évolution de la situation économique de ces six pays aux expériences disparates, et encore moins un modèle de gouvernance face à la crise qui affecte l’UE.

Croatie

En adhérant à l’Union européenne, la Croatie a quitté le groupe des Balkans de l’Ouest pour rejoindre, dans celui des « Nouveaux Etats membres » de l’Union européenne (NEM), les autres pays de l’Europe centrale. « C’est un juste retour à l’histoire et à l’Europe » affirment certains commentateurs locaux, malgré le peu d’enthousiasme de la population (si on se réfère au faible taux de participation au référendum sur l’adhésion : 28,7 % seulement des Croates se sont prononcés en sa faveur).

Catherine Samary rappelait, dans le dernier *Tableau de bord*, combien le chemin suivi par la Croatie de 2009 à 2012 avait été pénible. A la grave crise immobilière succédant à l’euphorie des années 2000 et à l’engouement des Occidentaux pour ce nouveau paradis du tourisme, se sont ajoutés, dans le cadre de la politique d’austérité imposée par la Commission européenne (afin d’endiguer la montée des dettes et déficits publics), les désengagements de l’Etat dans les chantiers navals qui constituaient le principal moteur et soutien de l’activité économique. Cela a entraîné, après la chute sévère de la croissance du PIB, une suite ininterrompue de récessions. La Croatie était donc quasiment anémique lorsqu’elle a intégré l’Union, le 1^{er} juillet 2013.

Si les politiques menées par le pays pour satisfaire aux critères exigés pour l’adhésion à l’Union européenne ont permis de ramener son déficit des finances publiques à 3,8 % en 2012 (il était de plus de 5 % du PIB en 2010 et 2011), moyennant une sévère réduction des dépenses publiques (de plus de 46 % du PIB encore en 2011 à moins de 41 % en 2012), elles ont eu un coût élevé en matière d’activité économique. Le PIB de la Croatie a diminué de plus de 11 % depuis 2008, essentiellement à cause de la diminution de la demande domestique, qu’il s’agisse de la consommation des ménages ou, plus encore, de la formation brute de capital fixe.

En effet, les réformes imposées aux chantiers navals pour couper sévèrement dans les coûteuses subventions en termes de finances publiques, ont eu pour conséquence de continuer à faire baisser la production industrielle (en particulier en 2012) après la chute de 2009, malgré les progrès accomplis dans les domaines des industries métallurgiques et pharmaceutiques, et de provoquer un bond du chômage, passé de 9,1 % en 2009 à 15,8 % en 2012, en multipliant les fermetures de chantiers et les

licenciements. Le chômage des jeunes a plus particulièrement pris des proportions inquiétantes, et atteint un taux supérieur à 50 %, ce qui range la Croatie dans la catégorie de l'Espagne et de la Grèce.

En outre, le pays n'a pas de perspectives prometteuses en ce qui concerne ses exportations (attendues en baisse de 5 % en 2013) étant donné la crise qui affecte ses principaux partenaires commerciaux, l'Italie mais aussi la Slovénie, et, plus généralement, les pays des Balkans de l'Ouest. De surcroît, en intégrant l'Union, la Croatie a perdu les avantages dont elle bénéficiait dans le cadre des accords de libre-échange des pays d'Europe centrale et orientale – CEFTA – non membres de l'UE. C'est ainsi que la Bosnie-Herzégovine a dû suspendre les importations de viande et de produits carnés venant de Croatie sans certificats européens : cela concerne une vingtaine d'abattoirs et de petits producteurs croates. D'autres entrepreneurs devront augmenter leurs droits de douane et certains, pour ne pas perdre leurs clients, se délocalisent en Bosnie-Herzégovine. La balance des paiements courants devrait rester équilibrée en 2013 comme en 2012, grâce au tourisme qui demeure, plus que jamais, le principal apport de ressources de la Croatie.

Dans ces conditions, les perspectives économiques restent préoccupantes, d'autant que l'assainissement des finances publiques n'est pas terminé. L'objectif du gouvernement, un déficit public de 3,6 % du PIB en 2013, qui a fondé le budget révisé d'avril, a très peu de chances d'être atteint, et une prévision d'un déficit de près de 5 % est beaucoup plus plausible, alors que le rapport de la dette publique au PIB ne cesse d'augmenter et se rapproche dangereusement du seuil de 60 % qu'elle pourrait dépasser en 2014, déclenchant la procédure européenne pour déficit excessif. La Croatie est actuellement dans le piège bien connu par d'autres pays de l'Union européenne qui veut que les politiques d'austérité menées pour rééquilibrer les finances publiques ne fassent que détériorer la situation macroéconomique, et rendent encore plus inatteignables les objectifs fixés en termes de rééquilibrage. Déjà, les agences Moody's et Standard and Poors ont dégradé au cours des premiers mois de 2013 la note de la Croatie pour rabaisser ses titres au niveau de *junk bonds*.

La Croatie, qui devrait connaître encore une décroissance de son PIB de l'ordre de 1 % en 2013, ne peut espérer, au-delà des perspectives touristiques que lui offre la beauté de ses paysages et rivages, qu'une amélioration sensible de la situation de l'Union européenne, avec des conséquences positives en termes d'apports de capitaux et d'investissements étrangers.

Hongrie

Après la cure de rigueur menée sous l'ancienne majorité, la Hongrie de Victor Orban poursuit difficilement son chemin. La mise en place d'une procédure pour déficit excessif et la menace d'une suspension des transferts européens au titre des fonds structurels ont obligé le gouvernement à renoncer à sa tentative de stimuler la croissance par un relâchement de la consolidation budgétaire et, comme on l'a vu dans les précédentes éditions du *Tableau de bord*, à introduire de nouvelles mesures d'austérité. Cela a permis de ramener le déficit des finances publiques à 2 % du PIB en 2012, après l'excédent exceptionnel de 4,2 % en 2011 dû au rapatriement des réserves accumulées dans le fonds de pension du deuxième pilier (capitalisation) vers le premier (répartition). Cela a permis aussi de stabiliser la dette publique et de ramener son taux par rapport au PIB en dessous de 80 % du PIB en 2012.

Mais le prix à payer a été élevé. La Hongrie, qui avait encore enregistré une croissance de 1,6 % en 2011, a connu une récession de 1,7 % en 2012. Après l'annonce de nouvelles mesures pour réduire le déficit budgétaire en 2013, Ecofin a certes décidé d'abroger la procédure pour déficit excessif, ce qui offre de nouvelles marges de manœuvre au gouvernement, mais elles demeurent limitées, en raison principalement de l'état de l'économie.

Mis à l'épreuve par les prélèvements opérés par le gouvernement (taxe sur les banques et nouvelle taxe sur les transactions financières), le secteur bancaire hongrois, qui était l'un des piliers de l'économie du pays, a vu ses profits diminuer au cours des deux précédentes années. Le processus de *deleveraging* a commencé et un retrait d'une ou plusieurs banques étrangères n'est pas à exclure. Tout cela a des conséquences sur l'intermédiation financière : le stock de crédits aux ménages a diminué de 4 % en rythme annuel, alors que le montant des prêts aux ménages considérés comme « non-performants » a augmenté de 15 %. Par ailleurs, les inégalités se sont multipliées au cours des trois dernières années, comme le montrent les résultats d'une enquête réalisée par l'Institut Tarki.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de constater que le taux de chômage reste fixé au niveau de 11 % (en termes d'enquêtes-emploi) et que la demande domestique demeure particulièrement atone, qu'il s'agisse de la consommation des ménages (en retrait de 1,4 % en 2012) ou de la formation brute de capital fixe (-3,9 %).

Pour stimuler l'économie, la Banque centrale a procédé à plusieurs abaissements de son taux directeur qui est descendu au niveau historiquement le plus bas de 4,25 % le 26 juin 2013, et elle focalise son effort sur des prêts aux PME à des taux préférentiels.

Si la Hongrie a connu, au cours du premier trimestre de 2013, une augmentation de son PIB de 0,7 % par rapport au dernier trimestre de 2012, c'est grâce à l'exceptionnelle augmentation de la production agricole au cours de cette période. Mais les perspectives pour l'ensemble de l'année sont beaucoup moins favorables. La demande domestique devrait rester atone avec une consommation des ménages au profil plat et une formation brute de capital fixe toujours en repli (de près de 1 %), selon le « consensus des experts ». L'état des principaux marchés extérieurs de la Hongrie rend très problématique une accélération significative des exportations capable de prendre le relai du marché intérieur. La Hongrie peut donc espérer, au mieux, éviter la récession en 2013 avec un taux de croissance du PIB approchant 1 %, mais ce n'est nullement garanti.

Pologne

Comme nous l'anticipions dans le précédent *Tableau de bord*, l'économie polonaise a connu une sorte d'« atterrissage en douceur » au début de l'année 2013 avec un taux de croissance du PIB au premier trimestre de seulement 0,5 % (en rythme annuel), contre 3,5 % encore au premier trimestre de 2012. Il y a plusieurs explications à cela.

D'abord, nous l'avons dit, la Pologne ne bénéficie plus du principal moteur de sa croissance qui était fourni par l'Europe. Le *boom* des investissements publics dans les infrastructures qui en est résulté est provisoirement terminé et la consommation des ménages, plate au premier trimestre, ne semble pas en mesure, malgré un dynamisme des salaires réels qui devraient être à nouveau en progression d'un peu moins de 1 % en 2013, de prendre le relai en stimulant l'investissement privé. Au total, on attend une formation brute de capital fixe en baisse de 3 % cette année. C'est encore le commerce extérieur qui devrait demeurer la principale source de croissance, avec une hausse des exportations qui serait de l'ordre de 4 %, nettement supérieure à celle des importations (1 %). Mais cela conserve un caractère aléatoire et dépend de l'évolution de la situation dans la zone euro.

Dans ce contexte, si la situation financière du secteur des entreprises s'est un peu détériorée depuis le deuxième trimestre de 2012 en raison d'une érosion des profits, il dispose toujours d'importantes ressources qui lui permettent de relancer l'investissement si les perspectives s'améliorent, en particulier en ce qui concerne les entreprises travaillant pour l'exportation.

En outre, la Pologne continue de bénéficier de l'excellente santé d'un système bancaire robuste et classique dont le modèle traditionnel, centré sur la fourniture de prêts aux acteurs du marché domestique, lui a permis d'échapper aux tentations et aux turbulences qui ont ébranlé les banques et

les marchés financiers plus à l'ouest et, en particulier, dans l'eurozone. Comme l'a déclaré Marek Belka, le président de la Banque centrale, cité par *The Warsaw voice* : « Le système bancaire polonais est un exemple qui, à plusieurs titres, est un objet d'envie pour les autres pays, dans la mesure où il est bien capitalisé, fiable et simple, ce qui signifie qu'il ne peut pas déstabiliser le pays en cas de difficultés ». De fait, selon le *Euromoney Country Risk* qui évalue la stabilité des systèmes bancaires européens, le système polonais figure en bonne place et bénéficie de notations financières élevées à l'étranger. Et le dernier *Financial Stability Report*, publié en juillet, indique quant à lui que les banques polonaises sont « sûres » et « résilientes » face à la crise et que, depuis le début de cette dernière, aucune banque n'a nécessité une recapitalisation avec des fonds publics.

Pour stimuler l'activité, le gouvernement dispose de deux instruments de politique économique. En attendant le renouvellement de l'apport des fonds européens au titre du programme 2014-2020, il semble prêt à relancer l'investissement public, même si cela peut sembler contrarier l'effort de réduction d'un déficit des finances publiques ramené à environ 4 % du PIB. D'une façon plus générale, on note l'infléchissement d'une politique budgétaire qui tend à devenir moins restrictive, ne serait-ce que pour enrayer la chute de popularité du Premier ministre. Pour se donner de la marge et réduire la pression sur la dette publique dont le montant frôle toujours dangereusement le seuil à ne pas dépasser selon la Constitution, le gouvernement vient de prendre une décision que l'on peut qualifier d'héroïque autant qu'iconoclaste dans le contexte néolibéral : celle de nationaliser *de facto* le deuxième pilier des fonds de pension, en rapatriant les fonds privés accumulés au titre de ce deuxième pilier (OFF) dans le régime public (ZUS) du premier pilier. Le deuxième instrument est la politique monétaire, dont l'assouplissement est facilité par l'accélération de la diminution de l'inflation : son estimation est ramenée de 3,7 % en 2012 à environ 1 % en 2013.

Au total, le maintien au minimum d'une croissance en Pologne, qui pourrait se situer aux environs de 1 % en 2013, paraît vraisemblable. Bien entendu, dans le cas d'une reprise avérée dans la zone euro (plus particulièrement en Allemagne), les possibilités de croissance en Pologne seraient fortement accrues. D'ores et déjà, certains signes avant-coureurs, notamment dans le secteur manufacturier, laissent envisager la possibilité d'une accélération de la croissance à la fin de 2013 et en 2014, même si le retour à une franche reprise risque de prendre du temps, compte tenu de la faiblesse actuelle de l'investissement privé et, surtout, public. Cela n'empêche pas certains secteurs de l'activité de souffrir, en particulier celui du bâtiment et des travaux publics, durement éprouvé par l'achèvement des précédents programmes publics, qui devrait connaître une profonde récession en 2014 en l'absence de nouvelles commandes dans ce domaine.

Slovaquie

La Slovaquie et la Pologne sont les deux pays de l'Europe centrale qui présentent les performances les plus positives depuis le summum de la crise financière de 2008-2009, mais pour des raisons différentes. Après avoir été sévèrement touchée par cette crise en 2009 au point de voir son PIB diminuer de près de 5 % et avoir connu un rebondissement de sa croissance d'une ampleur presque aussi importante en 2010, la Slovaquie poursuit son chemin sur une trajectoire positive, même si sa croissance, après avoir atteint encore 2 % en 2012, s'essouffle en 2013.

Il faut rappeler que la discipline dont le pays a fait preuve dans le domaine des équilibres macroéconomiques lui a permis de satisfaire aux critères de Maastricht et d'intégrer la zone euro le 1^{er} janvier 2009. Depuis lors, malgré les effets de la crise financière qui ont porté son déficit public à 8 % du PIB en 2009 et sa dette publique à 41 % du PIB en 2010, la Slovaquie s'est distinguée par les efforts que son gouvernement de centre droit a menés pour restaurer les équilibres macroéconomiques qui ont donné à ce pays l'image d'un « bon élève de la zone euro », ce dont il n'est pas peu fier. Certains auraient pu craindre que le changement de majorité en 2011, qui a donné le pouvoir au

gouvernement de centre gauche dirigé par Robert Fico, compromette les résultats de ces efforts. Même si ce gouvernement a infléchi la politique fiscale dans le sens d'une plus grande justice sociale, notamment en remplaçant la célèbre *flat tax* par un impôt progressif sur les revenus, il n'en a rien été et il poursuit l'effort de consolidation fiscale.

Mais les caractéristiques de l'économie slovaque sont bien différentes de celles de l'économie polonaise et confèrent au pays une vulnérabilité beaucoup plus grande. Car contrairement à la Pologne, dont l'économie est diversifiée et repose sur une palette industrielle et agricole étendue, la Slovaquie, pays beaucoup plus petit, dépend essentiellement en matière économique d'un seul secteur, celui de l'industrie automobile. En témoignent les fluctuations de l'économie que nous avons rappelées. Cohéritière avec la République tchèque de la Tchécoslovaquie, la Slovaquie bénéficie de l'ancienne tradition industrielle de celle-ci et a pu, grâce à la qualité et au faible coût de sa main-d'œuvre, attirer les meilleures entreprises automobiles de l'étranger. Or sa vulnérabilité tient à cette situation, qui la rend totalement dépendante de la conjoncture dans ce domaine. A cela s'ajoute la très forte inégalité de situation qui oppose à la riche partie occidentale autour de Bratislava la région orientale beaucoup plus défavorisée autour de Kosice, à laquelle le statut de co-capitale culturelle de l'Europe en 2013 n'a pas fait oublier les déboires de l'industrie métallurgique. Bien évidemment, cette dépendance de la Slovaquie vis-à-vis de la conjoncture dans le domaine de l'automobile fait peser sur elle un risque permanent, même si le maintien d'une conjoncture relativement positive en Allemagne, son premier client en tant que sous-traitant, l'a jusqu'ici prémunie contre ce risque.

De fait, ce sont les performances à l'exportation de l'industrie automobile slovaque qui expliquent, pour l'essentiel, la croissance de la production industrielle du pays, de plus de 8 % en 2012, ainsi que celle de 2 % du PIB la même année. Ces rythmes satisfaisants de croissance ont fléchi au début de 2013 (0,3 % pour la production industrielle en rythme annuel au premier trimestre). On peut rapprocher cela de l'évolution de la conjoncture en Allemagne (qui a connu un moment de faiblesse au début de l'année) et en République tchèque, son deuxième marché extérieur, touchée par l'aggravation de la récession.

La Slovaquie a été d'autant plus pénalisée que, dans le même temps, en conséquence de la politique de consolidation fiscale, toutes les composantes de la demande domestique sont restées à l'arrêt ou en déclin : la consommation des ménages subit le double effet d'un niveau de chômage demeuré très élevé depuis le déclenchement de la crise, et d'une diminution du salaire réel en 2012, qui succède à celle de 2011. A cela se sont ajoutées les diminutions de la consommation publique et de la formation brute de capital fixe (cette dernière s'est accélérée au début de 2013), la production du BTP continuant à chuter comme dans tous les pays de l'Europe centrale.

Nonobstant le changement de majorité, la Slovaquie poursuit en effet son effort de consolidation fiscale. Le déficit public est passé de près de 8 % du PIB en 2010 et encore plus de 5 % du PIB en 2011 à 4,3 % en 2012 (en dessous de l'objectif officiel de 4,6 %). En revanche, la dette publique a fortement augmenté en 2012 (passant de 43,3 % du PIB en 2011 à 52,1 %), ce qui l'a fait passer au-dessus du seuil (50 %) stipulé par la loi constitutionnelle sur la responsabilité budgétaire. En conséquence, des mesures ont été prises au début de l'année 2013, notamment l'augmentation des taux de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur les revenus. Ce faisant, le gouvernement s'est fixé l'objectif de faire descendre le déficit public en dessous de 3 % du PIB en 2013, puis de le ramener à 2,6 % en 2014 et 2 % en 2015, afin de satisfaire aux obligations de la procédure européenne pour déficit excessif.

Compte tenu de tous ces éléments, s'il ne paraît pas possible de maintenir en 2013 le taux de croissance du PIB de 2012 (2 %) qui s'explique principalement par le développement exceptionnel de la production de véhicules automobiles cette année-là, la Slovaquie peut espérer un chiffre de l'ordre de 1 % en 2013, surtout si la conjoncture européenne s'améliore et si la confiance se renforce, comme certains indicateurs le laissent penser.

Slovénie

La Slovénie peine à sortir du cycle de difficultés dans lequel l'a plongée son intégration dans la zone euro peu avant que celle-ci connaisse la crise que l'on sait.

Le pays a en effet réussi sa transition tant qu'il était en dehors de l'Union européenne, parvenant à maintenir en l'état un modèle social original, fondé sur l'autogestion et le consensus social, différent du modèle capitaliste qui s'est imposé dans l'Union européenne. Des caractéristiques peu compatibles avec ce dernier modèle ont été perpétuées, comme la prépondérance de banques et entreprises publiques et la faiblesse du secteur privé, ainsi qu'une interpénétration forte de la classe politique et du secteur public qui a conduit à des abus et des mélanges d'intérêts douteux.

L'insertion de la Slovénie dans la zone euro a fait exploser ce compromis instable et un peu boiteux. Le modèle social aux prestations généreuses, notamment en ce qui concerne les retraites, s'est révélé rapidement incompatible avec les exigences de la politique d'austérité, tandis que la situation des banques et des entreprises publiques, mises à mal par la crise, a conduit à des besoins de financement et de recapitalisation qui ont fait voler en éclat le respect des équilibres des finances publiques, qui était pourtant l'un des points forts de la Slovénie au cours de sa transition vers l'économie de marché.

Actuellement, la Slovénie, qui était considérée comme le meilleur élève de la classe, ne parvient pas à sortir de ce tissu de contradictions. La crise a tari une partie de ses débouchés à l'extérieur, tandis que les mesures prises pour essayer de rétablir les équilibres financiers en modérant le modèle social ont affecté la demande domestique. L'un dans l'autre, cela a entraîné une chute de la croissance et une forte montée du chômage. Le secteur du BTP, qui jouait un rôle important dans l'animation de l'activité économique, a été sévèrement touché avec l'arrêt des commandes du secteur public.

En 2012, les banques slovènes ont continué (pour la troisième année consécutive) à accumuler les pertes et, en mars 2013, la part des prêts non-performants s'élevait à 14,6 %.

Le montant de la dette publique, rapportée au PIB, a continué d'augmenter, passant de 46,9 % en 2011 à 54,1 % en 2012 et se rapprochant du seuil de 60 %. Après une amélioration en 2012 (qui l'a ramené à 4 % du PIB contre 6,4 % en 2011), le déficit des finances publiques a repris sa progression en 2013. Pour y remédier, le nouveau gouvernement issu du renvoi de Janez Jansa par le Parlement et de son remplacement par Alenka Bratusek, a mis en place un nouveau programme d'austérité qui comporte notamment un relèvement des taux de la TVA, ainsi qu'une réduction des salaires publics concertée avec les syndicats, allant de 0,5 à 5 %. En même temps, la législation qui permet le recours au référendum, fortement utilisé par les syndicats et les partis politiques pour bloquer les réformes, a été modifiée et il faut désormais la signature de 40 000 Slovènes ayant le droit de vote pour qu'une telle consultation soit organisée. En outre, le gouvernement a annoncé la privatisation de quinze entreprises publiques incluant la deuxième plus grande banque du pays (Nova Kredita Banka Maribor, NKBM), les télécommunications slovènes, la compagnie aérienne nationale et l'aéroport de Ljubljana. La mise en place d'une structure de défaisance, destinée à traiter les mauvaises créances, est devenue opérationnelle en juin. En conséquence, la Commission européenne a accordé un délai supplémentaire de deux ans à la Slovénie pour ramener son déficit public en dessous de 3 % du PIB.

Le pays aura amplement besoin de ce délai, surtout si l'on considère les besoins en recapitalisation des banques qui pourraient porter, momentanément, ce déficit à près de 8 % du PIB en 2013, avant qu'il redescende progressivement. La dette publique devrait dépasser 60 % du PIB, avant de rétrograder elle aussi grâce à la vente des avoirs acquis par la structure de défaisance.

En avril 2013, le taux d'intérêt des emprunts du gouvernement à dix ans a atteint la barrière psychologique des 7 %. La Slovénie n'a dû son salut qu'à un placement à la fin de ce mois de 3,5 milliards de dollars de titres publics aux Etats-Unis, ramenant à 5,8 % le taux d'intérêt. Cela n'a pas empêché Moody's de dégrader la position de la Slovénie au statut de *junk bond* deux jours avant l'échéance d'avril, dégradation effectuée par Fitch au milieu du mois de mai.

Dans ces conditions, la situation macroéconomique du pays est préoccupante. A une réduction du PIB de 2,3 % en 2012 succéderait une nouvelle récession de l'ordre de 3 % en 2013 qui s'expliquerait principalement par une diminution de la consommation des ménages atteignant 4 % et une contraction de la formation brute de capital fixe de 3 % (après une chute de plus de 9 % en 2012). La production industrielle diminuerait, selon le WIIW, de 1,5 % avec une chute particulièrement marquée du secteur automobile. Pour sa part, le secteur du bâtiment et des travaux publics, très sévèrement touché par l'arrêt des commandes publiques, continuerait sa descente vertigineuse.

La situation du marché du travail se détériorerait significativement avec un taux de chômage (en termes d'enquêtes-emploi) dépassant pour la première fois 10 % et qui pourrait atteindre 11 %. L'effet en est d'autant plus fort sur la consommation que le Parlement a adopté des mesures rendant moins attractifs les *temporary fixed terms contracts* qui jouent un rôle important dans l'emploi des jeunes.

Le FMI résume bien la situation dans l'énonciation des conclusions qu'il a tirées de sa mission le 28 octobre 2013. Tout en reconnaissant des atouts au pays, notamment le niveau peu élevé de la dette publique, de celle des ménages et, malgré son augmentation, du chômage, le redressement de la balance des paiements courants dû à l'amélioration de sa compétitivité et la courageuse réforme fiscale votée par le Parlement, il met l'accent sur la mauvaise situation financière des entreprises et des banques surendettées. En conséquence, il pointe la nécessité d'actions conjointes en vue d'une restructuration d'un secteur public pléthorique et d'une recapitalisation des banques de nature à faire sortir la Slovaquie du cercle vicieux actuel, sans pour autant alourdir le fardeau de la dette publique et compromettre la consolidation fiscale en cours. Il accompagne ces recommandations de ses prescriptions habituelles de réformes structurelles, notamment la flexibilisation du marché du travail et le rétrécissement du rôle de l'Etat dans l'économie, d'autant plus difficiles à réaliser qu'elles contreviennent à la culture slovaque. La Slovaquie tente de maintenir un équilibre fragile comme sur un chemin de crête entre plusieurs précipices.

République tchèque

La République tchèque est dans une situation paradoxale. Elle dispose d'une économie saine, dont les fondamentaux, tant en ce qui concerne les finances publiques que le système bancaire et financier, sont parmi les plus solides en Europe centrale. Si elle a été touchée par la crise en 2009, elle a retrouvé, dès 2010, une croissance de 2,5 % et son déficit public, qui avait approché 6 % du PIB en 2009, est redescendu à moins de 5 % en 2010 et s'est fortement rapproché de 3 % en 2011. On aurait pu penser que le pays utiliserait les marges de manœuvre que lui offraient ces bonnes performances pour soutenir une croissance menacée par le caractère peu dynamique de sa demande domestique. Il n'en a rien été. La coalition de centre droit qui était au pouvoir pendant cette période a persisté dans la voie d'une ferme politique de consolidation fiscale qui ne semblait plus nécessaire, et l'a laissé évoluer vers une récession qui est apparue en 2012 avec une baisse du PIB de 1,3 %. Et l'on ne s'étonnera pas de ce que, en raison de l'effet pervers de la récession sur les recettes publiques, le déficit des finances publiques ait cessé de décroître pour remonter à près de 4,5 % du PIB au cours de cette année, alors que la dette publique continuait sa progression pour approcher 46 % du PIB.

Le caractère atone d'une économie dont le potentiel est loin d'être correctement exploité, aiguillonné par quelques scandales concernant des personnalités politiques, a fini par réveiller l'opinion et plusieurs scrutins ont montré l'écroulement de la popularité de la coalition de centre droit, en particulier de son parti dominant, l'ODS. On l'a constaté, successivement, lors des scrutins régionaux et sénatoriaux d'octobre 2012 puis de l'élection présidentielle de janvier 2013 qui ont donné lieu au triomphe du social-démocrate Milos Zeman, et encore lors des législatives anticipées qui se sont déroulées les 25 et 26 octobre et ont conféré une courte victoire au parti social-démocrate. Mais il faut surtout retenir de ce dernier scrutin que le vainqueur est talonné par un parti que l'on qualifie de populiste,

l'ANO (Action des citoyens insatisfaits, « ano » signifiant par ailleurs « oui »), dont le leader, Andrej Babis, a axé la campagne sur la lutte contre la corruption. Cela témoigne du mécontentement de la population, mais rend difficile la constitution d'un gouvernement viable dont on espérait un changement de politique économique.

C'est dans ce contexte que l'on retrouve la République tchèque en 2013. Au début de l'année, son économie demeurait en récession avec une forte baisse du PIB supérieure (en rythme annuel) à 2 % au premier trimestre, en raison de la diminution de sa demande domestique (principalement des investissements avec une réduction sensible de 5,3 %), la contribution du commerce extérieure à la croissance étant quasiment nulle. On notait aussi une nette contraction de la production industrielle (de 5,4 % en rythme annuel) et une accélération de la chute de la production du BTP.

Le maintien d'une atonie de la demande des ménages, qui cependant pourrait s'avérer moins prononcée en 2013 qu'en 2012, s'explique à la fois par le caractère stagnant de l'emploi et la perpétuation d'une hausse du chômage (qui reste toutefois limité à environ 7,5 %), et l'érosion du salaire réel. Signe de cette atonie, la propension à épargner a augmenté et la demande de crédits est restée très faible.

Pourtant, dans ce climat morose, la Banque centrale a fait tout son possible pour stimuler l'activité économique en abaissant son taux directeur jusqu'à 0,5 %, mais sans effet perceptible sinon sur la couronne tchèque dont le taux de change s'est affaibli. Comme le soulignent les experts du WIIW, cela n'a rien d'étonnant car la méthode d'assouplissement quantitatif (*quantitative easing*) n'a aucune raison d'avoir des effets sensibles en République tchèque dans la mesure où il n'a pas à contribuer au financement d'un déficit public qui, même s'il est qualifié d'excessif par la Commission européenne, est aisément financé sur le marché financier à des taux d'intérêt à dix ans qui restent proches de 2 %.

Malgré cela, la politique de consolidation fiscale continue sur son erre. Les experts du WIIW pensent qu'elle a des effets négatifs sur l'activité économique, qu'ils chiffrent à 1,4 % du PIB pour l'année 2013.

En conclusion, disons que la République tchèque recèle un potentiel de croissance qui pourrait être mobilisé, même si les espoirs de reprise dans la zone euro ne se concrétisent pas franchement. Mais cela impliquerait un changement résolu de la politique des finances publiques. Peu probable tant que la coalition de centre droit était au pouvoir, ce changement peut être envisagé après les élections parlementaires qui ouvrent la voie à une modification de majorité et de gouvernement.

A titre conservatoire, dans l'hypothèse du maintien de la politique économique actuelle et en l'absence d'une nette reprise de la croissance dans la zone euro, les perspectives économiques pour la République tchèque restent médiocres avec, pour l'ensemble de l'année, la poursuite d'une récession à un taux de l'ordre de 1,3 % selon le WIIW.

Conclusion

La demande domestique reste faible dans tous les pays de l'Europe centrale, la consommation étant entravée par la politique de consolidation fiscale qui touche bien évidemment la consommation publique, mais aussi, plus indirectement, la consommation privée. Cela s'autoalimente : la médiocre activité économique, en entretenant ou augmentant le chômage, contribue à peser sur les possibilités de consommation des ménages.

La formation brute de capital fixe est partout en berne sous le double effet de la politique de consolidation fiscale (réduisant les dépenses publiques) et de l'atonie de l'investissement privé rendu prudent par la crise de la zone euro et, d'une façon plus générale, par la médiocrité des perspectives économiques. Il y a là un cercle vicieux, et un certain attentisme prédomine, même quand la situation financière des entreprises est bonne comme en Pologne, en Slovaquie et en République tchèque.

C'est donc le commerce extérieur qui, vaille que vaille, continue de donner un minimum de dynamisme à l'activité économique. Même la Pologne, qui avait réussi jusqu'ici à ne pas être victime du marasme général, a été touchée, d'autant que provisoirement, elle ne peut plus compter sur l'apport des fonds européen.

Même quand leur situation financière reste bonne, ces pays peuvent difficilement trouver en eux-mêmes, ou dans le cadre de l'Europe centrale, les moteurs d'une accélération ou de la reprise de leur croissance. Fortement intégrés à l'Union européenne, ils subissent désormais le contrecoup de la crise de la zone euro et leurs perspectives d'avenir dépendent fortement de la manière dont cette crise pourra être surmontée.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Croatie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-6,9	-2,3	0	-2	-1*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	62	59	61	59	59**
Consommation des ménages	-7,6	-1,3	0,2	-3	-1,5**
Formation brute de capital fixe	-14,2	-15	-6,4	-4,6	-1*
Prix à la consommation	2,4	1,1	2,3	3,4	3,5*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-4,7	-5,2	-5,7	-3,8	-5,5*
Dette publique (% du PIB)	35,8	42,6	47,2	53	57**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	9,1	11,8	13,5	15,8	17,5*
Exportations de marchandises	-21,3	18,1	7,8	0,1	-5**
Importations de marchandises	-27	-0,5	7,5	-0,7	-2**
Balance commerciale (millions d'euros)	-7207	-5746	-6149	-6021	-6200**
Balance courante (% du PIB)	-5,1	-1,1	-0,9	0,1	0,9*
Dette extérieure brute (% du PIB)	97,7	104,6	103	102,3	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Hongrie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-6,8	1,3	1,6	-1,7	0,9*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	65	65	66	64	64**
Consommation des ménages	-6,8	-3	0,5	-1,4	0,5*
Formation brute de capital fixe	-11,1	-9,6	-3,6	-3,9	1*
Prix à la consommation	4	4,7	3,9	5,7	2,1*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-4,6	-4,4	4,2	-2	-3*
Dette publique (% du PIB)	79,8	81,8	81,4	79,2	78**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	10	11,2	10,9	10,9	11*
Exportations de marchandises	-20,3	20,2	9,1	1,7	3,1**
Importations de marchandises	-24,9	19,5	9,3	0,9	2,4**
Balance commerciale (millions d'euros)	2369	3215	3400	4057	4700**
Balance courante (% du PIB)	-0,2	1,1	0,8	1,6	1,5*
Dette extérieure brute (% du PIB)	150	143,1	132,6	126,9	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Pologne

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	1,6	3,9	4,5	1,9	1*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	61	63	65	66	67**
Consommation des ménages	2,1	3,1	2,7	0,8	0,5*
Formation brute de capital fixe	-1,3	-0,4	8,5	-0,8	-3*
Prix à la consommation	4	2,7	3,9	3,7	1*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-7,4	-7,9	-5	-3,9	-4*
Dette publique (% du PIB)	50,9	54,8	56,2	55,6	56,5**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	8,2	9,6	9,7	10,1	11*
Exportations de marchandises	-15,9	22,9	12,1	4,6	4**
Importations de marchandises	-24,5	25	12,2	1,1	1**
Balance commerciale (millions d'euros)	-5425	-8895	-10056	-5313	-900**
Balance courante (% du PIB)	-3,9	-5,1	-4,8	-3,5	-2,1*
Dette extérieure brute (% du PIB)	62,6	66,9	66,9	72,4	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

République tchèque

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-4,5	2,5	1,9	-1,3	-1,3*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	83	80	80	80	79**
Consommation des ménages	0,2	1	0,5	-2,7	-0,4*
Formation brute de capital fixe	-11	1	0,4	-2,8	-4,8*
Prix à la consommation	0,6	1,2	2,2	3,5	1,5*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-5,8	-4,8	-3,3	-4,4	-3,5*
Dette publique (% du PIB)	34,2	37,9	41	45,9	46,9**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	6,7	7,3	6,7	7	7,6*
Exportations de marchandises	-16,3	21,3	13,8	4,6	1**
Importations de marchandises	-19,2	24,1	12,3	2,5	-1**
Balance commerciale (millions d'euros)	3299	2092	3674	5798	8000**
Balance courante (% du PIB)	-2,4	-3,9	-2,7	-2,5	-1,2*
Dette extérieure brute (% du PIB)	43,6	47	46,8	50,7	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Slovaquie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-4,9	4,4	3,2	2	1*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	73	74	74	75	75**
Consommation des ménages	0,1	-0,8	-0,5	-0,5	0*
Formation brute de capital fixe	-19,7	6,5	14,2	-3,6	-4*
Prix à la consommation	0,9	0,7	4,1	3,7	1,6*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-8	-7,7	-5,1	-4,3	-3*
Dette publique (% du PIB)	35,5	41	43,3	52,1	54,8**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	12	14,4	13,5	14	14,5*
Exportations de marchandises	-19,8	21,5	18	10,3	2**
Importations de marchandises	-22,9	22,5	17,9	5,8	1,8**
Balance commerciale (millions d'euros)	946	779	975	3609	4000**
Balance courante (% du PIB)	-2,6	-3,7	-2,1	2,3	2,7*
Dette extérieure brute (% du PIB)	72,2	74,8	76,6	75,2	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision

Slovénie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB	-7,8	1,2	0,6	-2,3	-2,9*
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	87	84	84	82	79**
Consommation des ménages	0,2	1,4	1	-2,9	-4*
Formation brute de capital fixe	-23,2	-13,7	-8,1	-9,2	-3*
Prix à la consommation	0,9	2,1	2,1	2,8	2,5*
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-6,2	-5,9	-6,4	-4	-8*
Dette publique (% du PIB)	35	38,6	46,9	54,1	62**
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	5,9	7,3	8,2	8,9	11*
Exportations de marchandises	-19,1	14,3	13,3	0,9	1,5**
Importations de marchandises	-25,4	16,9	12,9	-2,3	0**
Balance commerciale (millions d'euros)	-499	-998	-1043	-334	0**
Balance courante (% du PIB)	-0,7	-0,6	0	2,3	3,4*
Dette extérieure brute (% du PIB)	113,3	114,4	111,2	114,6	-

Sources : WIIW ; * : automne 2013 ; ** : juillet 2013 ; (p) : prévision